

BUDGET – FINANCES

GROUPE DES ÉLUS COMMUNISTES

**Conseil Régional
Réunion du 3 - 4 et 5 février 2011**

L'action publique régionale confortée pour 2011 Intervention de Daniel Gilles

Quelques mots à mon tour sur l'introduction générale, après avoir travaillé les rapports qui nous sont présentés et entendu la présentation toujours très didactique de Pierrick Massiot.

Concernant les recettes, dans le droit fil de ce que nous avons pu exprimé lors de débat des Orientations Budgétaires, je veux réaffirmer ici, l'insuffisance globale de nos moyens financiers régionaux au regard du fait régional si clairement établi en Bretagne (et ce n'est pas le beau retentissement de notre soirée marque Bretagne, la semaine dernière, sur les chaînes TV qui infirmera cette idée) et aussi des attentes toujours plus fortes des bretonnes et des bretons à l'égard de notre institution, bien souvent d'ailleurs bien au delà de nos compétences et de nos possibilités.

La énième réforme des finances locales et les décisions gouvernementales pour la loi de finance ont encore aggravé les choses.

Gel global des dotations, remplacement de la Taxe Professionnelle par 4 contributions ou compensations diverses - bonjour la simplification ; mais surtout baisse relative à prévoir pour l'avenir, toujours rien de sérieux concernant une péréquation réelle, doit-on rappeler que nous avons un potentiel fiscal historiquement bas, et que le dynamisme que nous pouvions entrevoir n'existera plus.

Les régions sont mises sous le boisseau, la Bretagne reste malheureusement toujours du côté des pénalisés.

Je ne crois pas que cela puisse durer longtemps.

Plus que jamais, nous avançons l'idée de nouvelles et justes recettes pour l'action publique régionale en faisant normalement contribuer le monde économique et plus particulièrement les actifs financiers qui pourraient alimenter un fond national servant à une juste péréquation, ou encore en instaurant un versement transport régional.

Ce sont quelques pistes immédiates qui pourraient être empruntées.

Les 35 Millions d'euros de fiscalité TIPP sont le seul élément positif obtenu, ils sont fléchés vers BGV, cela viendra compenser pour partie l'effort important des collectivités bretonnes en premier lieu celui de la région.

Et j'avoue ne pas comprendre très bien que l'on ergote la dessus, que l'on ressasse ici ou là des problématiques comparatives entre les tronçons Paris/Rennes et

Rennes/Brest Rennes/Quimper.

En effet, pour faire avancer les enjeux ferroviaires il est positif de faire gagner toute la Bretagne - ce qui est le cas, et positif de lancer d'un même élan de nouveaux gains forcément plus modestes par des shunts vers la pointe.

Dans la même foulée, on peut se réjouir d'envisager la rénovation de nombreuses gares et la poursuite de l'accompagnement de la progression des ter.

Du coup notre budget, quoique insuffisant, tangentera les 1,2 milliard d'euros et son architecture continue d'évoluer.

Lors des Orientations Budgétaires, j'avais pu souligner qu'en matière d'investissement, ce budget se situe dans la continuité de nos engagements avec 350 Millions d'euros hors BGV et remboursement du capital de la dette (effort devant être reconduit pendant le mandat).

Ce budget permet d'honorer notre signature concernant nos engagements propres sur nos politiques sectorielles ou territoriales, d'honorer les contrats avec l'Etat (il va falloir se battre pour que l'Etat, lui ne revienne pas sur ses engagements) ou avec les 21pays de la Bretagne.

Dans le contexte d'aujourd'hui, oui Monsieur De Legge, nous conservons bien une digne ambition.

Je maintiens cette appréciation, et je ne boude pas mon plaisir, en ce début d'année, d'avoir enregistré une nouvelle étape dans le choix du groupe Eiffage pour la construction du site propre, dans l'épuration financière envisagée et un calendrier sécurisé.

Egalement, d'avoir par le pacte électrique contribué à assurer une sécurisation de l'approvisionnement électrique de la Bretagne, en renforçant par des investissements conséquents les réseaux et leurs connections, en poursuivant de manière significative le développement des énergies renouvelables en particuliers marines, en construisant une centrale pour les pointes à la pointe, et en travaillant à réduire la progression de la demande.

J'approuve encore et aussi notre accompagnement en matière d'aéroports ou nos efforts pour des rénovations lourdes dans nos ports qui en avaient bien besoin.

Je ne suis pas non plus opposé, bien au contraire, au lancement d'un nouvel et immense chantier du numérique et du très haut débit pour tous les bretons par le déploiement de la fibre optique sur tout le territoire. Je me félicite que la volonté et l'action publique régionale soient là, encore au rendez vous du 21ème siècle. Nous irons plus loin sur ce sujet en avril.

Pas mécontent non plus qu'un combat d'arrière garde rampant de certains ténors de la droite bretonne depuis plusieurs années contre l'EPF n'aie finalement pas empêché l'ensemble des EPCI de Bretagne, consultées une nouvelle fois, d'émettre en fin 2010, à une très large majorité, un vote favorable à sa mise en place et au fait de lui donner les moyens financiers de son action.

Pas vraiment mécontent non plus que dans le domaine du sport que je suis de près, vous le comprenez bien, l'action collective et du sport Breton ait fait reculer l'Etat sur ses décisions de rayer la Bretagne de la carte des CREPS, et que le nouveau campus de l'excellence sportive effectif et unique en France depuis le 1er janvier en Bretagne puisse prendre le relais avec de nouveaux partenaires autour de la région et du

mouvement sportif offrant des perspectives en investissement, dans un premier temps sur Rennes et Dinard et de développement de projets pour la jeunesse.

Du côté des infrastructures des investissements du « hard », comme on dit parfois, ça avance, ça avance bien, la caravane du progrès passe même si quelques uns aboient.

Il nous reste aussi à améliorer et à prolonger encore le PPI des lycées, à aider au financement d'équipements culturels, sportifs ou autres utiles qui poussent dans nos territoires.

Évidemment, cette orientation de fond concernant les infrastructures et les équipements, qui est d'ores et déjà bien engagée pour le mandat, nous oblige à un effort très soutenu pour optimiser nos dépenses de fonctionnement.

Elle nous invite à poursuivre les inflexions que nous avons engagés dans le mandat précédent, visant notamment à contrôler davantage et à élaguer dans les multiples aides économiques saupoudrées sans effets patents sur l'emploi lors des mandats de droite ou encore celles accordées à certains organismes de formation qui n'auraient pas démontré leur efficacité.

Ce budget 2011 est un budget de transition, il prolonge l'ère du mandat précédent et prépare parfois les évolutions dans nos politiques et les nouvelles ambitions que nous pourrions confirmer lors des prochaines sessions.

Si bien sûr les crédits importants sont reconduits sur nos compétences, et en particulier pour l'éducation et la formation professionnelle, nous maintenons voire améliorons des crédits sur des compétences choisies des compétences « soft », sociétales comme la culture, le sport, le logement, la santé ou l'environnement.

Ce qui, par les temps qui courent, lourds de désengagements de l'Etat voire d'autres partenaires, ne fait pas vraiment du mal.

Les orientations et l'architecture globale de ce budget vont donc permettre une action publique positive, solide, jouant très souvent un rôle de catalyseur de l'action publique dans maints domaines.

Elles font du bien pour le territoire, pour les villes et les villages, pour les bretonnes et les bretons qui, comme bien des populations, connaissent des difficultés dans leurs quotidiens, dans les équilibres financiers de fin de mois ; qui connaissent également des inquiétudes quant à leur avenir, celui de leurs enfants.

La crise systémique du capitalisme financier qui est loin d'être terminée et ses conséquences sur le tissu économique social et démocratique sévissent dans le monde entier, l'actualité est de ce point de vue très parlante, dont certains orateurs s'en sont fait l'écho.

Avec la lucidité nécessaire, sur la relativité mais l'utilité de notre action qui reste malheureusement corsetée par manque criant de leviers financiers, nous allons, Monsieur le Président, chers collègues, voter ce budget et prendre résolument, avec les autres composantes de notre majorité, notre place dans sa mise en oeuvre dans l'intérêt des bretonnes et des bretons.

